NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

La Namibie : un pays fascinant ,de grands espaces , des lions , des chevaux sauvages...des vacances autrement



La **Namibie**, (en anglais : *Namibia* et *Republic of Namibia*, en afrikaans : *Namibië* et *Republiek van Namibië*, en allemand : *Namibia* et *Republik Namibia*), est un pays en Afrique australe.

Connue autrefois sous le nom de *Sud-Ouest africain*, colonie allemande (1884-1915) puis protectorat de l'Afrique du Sud, la Namibie est indépendant depuis le 21 mars 1990. Elle est bordée à l'ouest par l'océan Atlantique, au nord par l'Angola, au sud par l'Afrique du Sud, à l'est par le Botswana et au nord-est par la Zambie.

Sa limite la plus orientale est à moins de deux cents mètres du tripoint où se rejoignent les frontières du Zimbabwe, du Botswana et de la Zambie, sur le fleuve Zambèze, à la confluence de la rivière Kwando.

Sa densité est la plus faible d'Afrique (avant-dernière au rang mondial).

La Namibie est membre de l'ONU, membre de l'Union africaine[1] et est devenue, en 2014, observateur associé à la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) lors du sommet de Dili.

Préhistoire

Vers 1500 av. J.-C., les ancêtres des Bochimans, les premiers habitants du pays, réalisent des peintures rupestres. Les Bochimans sont ensuite rejoints et

repoussés vers le désert du Kalahari par les Khoïkhoïs[2]. Ces derniers sont, à leur tour, refoulés par la vague d'expansion bantoue (localement les Ovambos et les Héréros) dans la seconde moitié du Ier millénaire[3].

Premiers colonisateurs

Les Portugais atteignent Cape Cross dès 1486, ils abordent les côtes de la région à partir de 1550, mais ils préfèrent se fixer plus au nord, dans les territoires qui vont constituer l'Angola.

À partir de 1680, des colons néerlandais s'installent sur la côte. Ils vont cependant privilégier la région du Cap et les terres fertiles, plus au sud, dans ce qui deviendra l'Afrique du Sud. Entre 1793 et 1803, les Néerlandais sont chassés par les Britanniques, mais les populations d'Afrikaners restent.

En 1793, Walvis Bay, seule rade en eau profonde sur la côte namibienne, est annexée par la Colonie du Cap ; elle sera cédée aux Britanniques en 1878, qui la conserveront jusqu'en 1910. Elle reste la principale voie d'accès maritime à la Namibie.

À partir de la fin des années 1820, les missionnaires rhénans (luthériens allemands) établissent les premiers postes missionnaires du territoire. Le village de Wupperthal (en) est ainsi fondé en 1829 par la Mission rhénane. Les missionnaires trouvent le pays occupé par les Héréros et les Namas en guerre constante et cherchent à s'assurer de la protection soit des Britanniques soit des Allemands[4].

Entre 1836 et 1884, le Transgariep est découvert progressivement par les explorateurs britanniques et allemands. En parallèle, entre 1840 et 1870, les Oorlams du chef Jonker Afrikaner dominent l'Hereroland et le Damaraland.

En 1860, la ville de Keetmanshoop est fondée par des missionnaires et colons allemands.

Colonisation allemande



Captured Africans in chains, around 1907/8. The man at the far left and the man at the far right are wearing pass-badges around their necks.

Africains capturés et enchaînés vers 1907-1908.

En 1884, Lüderitz est fondée par un négociant allemand de Brême. Le territoire entre le fleuve Kunene et le fleuve Orange devient le protectorat du Sud-Ouest africain allemand. En 1885, Heinrich Göring devient le gouverneur de la nouvelle colonie allemande et entreprend de signer des traités avec les peuples locaux.

En 1894, Swakopmund est fondée sur la côte atlantique à une cinquantaine de kilomètres au nord de l'enclave britannique de Walvis Bay, seul port en eau profonde de la côte.

En 1904, des autochtones héréros se soulèvent et sont massacrés par les

Allemands sous le commandement du général Lothar von Trotha. Des camps de concentration sont créés, à l'instar de ceux installés par les Britanniques en Afrique du Sud, lors de la seconde guerre des Boers[5]. Dans le Sud-Ouest africain, la population herero est ainsi réduite, dans un contexte d'hygiène déplorable, de famines et surtout d'ordre de l'administration coloniale allemande d'extermination de tous les Hereros, de 80 000 à 15 000 individus. Quelque 10.000 Namas ont également été tués. Ce massacre des Héréros et des Namas est considéré comme le premier génocide du XX^{e} siècle[6],[7],[8].

Du mandat sud-africain à l'occupation sud-africaine du Sud-Ouest africain/Namibie



Illustration coloniale du cavalier allemand du Sud-Ouest, modèle du Reiterdenkmal.



L'église luthérienne de Windhuk en 1910.



Le bâtiment Hohenzollern
à Swakopmund.

En 1915, la colonie allemande est conquise par les troupes de l'Union d'Afrique du Sud lors de la Première Guerre mondiale. En 1920, le Sud-Ouest africain passe sous mandat de l'Afrique du Sud par décision de la Société des Nations (SDN).

En 1946, l'Afrique du Sud demande l'annexion du Sud-Ouest africain à l'Organisation des Nations unies, successeur de la SDN.

En 1949, la constitution du Sud-Ouest africain est révisée par le gouvernement de Daniel François Malan qui a amené le Parti national au pouvoir en Afrique du Sud un an plus tôt. Une représentation directe du territoire au parlement sud-africain

est désormais assurée par six députés et quatre sénateurs alors que la tutelle sur les populations indigènes est désormais du seul ressort du gouvernement de Pretoria.

En 1959, le massacre d'*Old location*, quartier réservé aux Noirs de Windhoek, fait 57 tués lors d'une manifestation de protestation contre la mise en place de l'apartheid. En 1960, la SWAPO, à l'origine un syndicat, est fondée.

En 1966, le Sud-Ouest africain est placé sous tutelle de l'ONU. En 1967, la guérilla de la SWAPO contre la présence sud-africaine débute. En 1968, le Sud-Ouest africain est rebaptisé Namibie par l'ONU. En 1971, la Cour internationale de justice reconnaît l'illégalité de la présence sud-africaine en Namibie.

Le 12 septembre 1973, dans sa résolution n° 3111, l'Assemblée générale des Nations unies reconnaît à la SWAPO le titre de « représentant unique et authentique du peuple namibien ». À ce moment, John Vorster, le premier ministre d'Afrique du Sud abandonnait les objectifs du rapport Odendaal et décidait, dans le cadre de sa politique de détente avec les pays africains, de s'engager dans la voie de l'autodétermination du territoire « y compris celle de l'indépendance ». Il va ainsi faire de la Namibie un terrain d'expérimentation politique dont il compte réutiliser les résultats pour la Rhodésie du Sud alors dirigée par Ian Smith (des résultats qui servirent de modèle pour l'Afrique du Sud elle-même dans les années 1990).

Le 24 avril 1974, l'élection de l'assemblée législative du Sud-Ouest africain est remportée par le parti national du Sud-Ouest africain, déjà vainqueur de cette élection en 1950, 1953, 1955, 1961, 1965 et 1970. Ce sera la dernière élection où seuls les Blancs de Namibie auront le droit de voter.

En novembre 1974, l'Assemblée législative du Sud-Ouest africain, dominée par le Parti National du Sud-Ouest africain, invite l'ensemble des autorités du territoire, y compris les autorités tribales et les représentants des partis politiques noirs, à participer aux pourparlers constitutionnels de la conférence de la Turnhalle qui durent deux ans de septembre 1975 à octobre 1977 ; la SWAPO et la SWANU avaient décliné l'invitation.

En juillet 1975, le ministre de l'administration et du développement bantou [réf. souhaitée] de John Vorster, Michiel Coenraad Botha, met fin à un projet de

délocalisation des tribus Ovaherero dans le Bantoustan du Hereroland dans l'est du pays. Ce faisant, Botha met fin à la mise en œuvre des conclusions du rapport Odendaal.



Le bâtiment de la Turnhalle où eut lieu la Conférence constitutionnelle de la Turnhalle.



Carte de la Namibie.

Le 1er septembre 1975, la Conférence constitutionnelle de la Turnhalle commence.

En avril 1976, Andreas Shipanga, l'un des cofondateurs de la SWAPO, dénonce le népotisme, la corruption et l'inefficacité de la direction du mouvement. Avec 2 000 de ses partisans dont Nathaniel Maxuilili, il tente de s'emparer du quartier général du parti à Lusaka en Zambie. Sam Nujoma est obligé de requérir l'aide du président Kenneth Kaunda pour éviter d'être démis de ses fonctions par la force. Les rebelles sont finalement arrêtés et emprisonnés, et accusés de collusion avec l'Afrique du Sud. Certains sont relâchés au bout de six mois, d'autres sont

transférés dans des camps en Tanzanie, d'autres encore disparurent définitivement ; Shipanga n'est lui-même libéré qu'en mai 1978.

Le 14 août 1976, Dirk Mudge, dirigeant du Parti national du sud-ouest africain, appelle les Blancs à rejoindre les Noirs sur le chemin de l'indépendance. Le 16 août, les délégués de la conférence constitutionnelle de la Turnhalle se mettent d'accord sur un gouvernement intérimaire chargé de transformer le territoire en un État indépendant sur le modèle d'une fédération. Le 20 décembre, dans sa résolution n° 385, l'Assemblée générale des Nations unies refuse de reconnaître l'évolution interne de la Namibie et apporte « son soutien à la lutte armée » menée « sous la conduite de la SWAPO ».

Le 18 mars 1977, le principe d'un gouvernement à trois niveaux est adopté à la conférence de la Turnhalle : un pouvoir central, des autorités locales à base ethnique [réf. nécessaire], des autorités municipales. L'Assemblée nationale serait élue au suffrage indirect par l'intermédiaire d'assemblées locales. Le nom du futur État fait l'objet d'un compromis : « Sud-Ouest africain / Namibie », du moins pour la période intérimaire. En mai, les Blancs se prononcent à plus de 60 % pour les propositions de la Turnhalle et acceptent le principe de l'indépendance. En août, la gestion de l'enclave de Walvis Bay (rattachée depuis 1971 aux autorités de la province du Cap) est transférée au gouvernement sud-africain et est ainsi soustraite au processus d'indépendance. En septembre, Dirk Mudge entre en conflit avec la direction du Parti national du Sud-Ouest africain, présidé par A. H. du Plessis, qui souhaite conserver des lois d'apartheid. Mis en minorité de justesse, Mudge et quatre-vingts de ses partisans quittent le parti en octobre et créent le Parti républicain. En octobre, le nouvel administrateur sud-africain, Martinus Steyn, un juge à la réputation de libéral, abroge la loi ségrégationniste sur les mariages mixtes puis celle sur l'immoralité. Les contrôles intérieurs sont supprimés sur tout le territoire à l'exception de la zone diamantifère (où ils sont toujours en vigueur de nos jours [réf. souhaitée]) et de la frontière septentrionale. Le 6 novembre, Mudge conclut une alliance avec dix autres mouvements ethniques dont la NUDO de Clemens Kapuuo pour former l'Alliance démocratique de la Turnhalle (*Democratic Turnhalle Alliance*)(DTA) dont la présidence est confiée à Kapuuo.

Le 27 mars 1978, le président de la DTA, Clemens Kapuuo, est assassiné par des inconnus. La SWAPO, qu'il combattait très durement, est accusée. Cet assassinat

provoque de violents affrontements à travers le pays entre Ovambo de la SWAPO et Hereros de la NUDO. Un climat d'insécurité inconnu jusque-là s'installe dans le pays et touche toutes les communautés. Le 4 mai, l'armée sud-africaine lance un raid meurtrier sur un camp d'entraînement de la SWAPO à Cassinga en Angola (867 morts et 464 blessés). Le 29 septembre, les Nations unies votent la résolution 435 exigeant le retrait de l'Afrique du Sud et l'indépendance de la Namibie. En décembre 1978, les premières élections ouvertes aux Blancs et aux Noirs selon le principe « un homme, une voix », boycottées par la SWAPO et non reconnues par les Nations unies, sont remportées par l'Alliance démocratique de la Turnhalle. Une assemblée constituante namibienne est mise en place.

Le 21 mai 1979, l'ancienne Assemblée constituante du sud-ouest africain, devenue Assemblée nationale du Sud-Ouest Africain, vote la loi sur l'abolition totale de la discrimination raciale[9]. Le jour même, Windhoek devient le siège de l'administration politique du pays (à l'exception encore de la police, de l'armée, de la justice et des affaires étrangères). Le 11 juillet, tous les lieux publics sont ouverts aux populations de couleur et une loi anti-discrimination est promulguée. Les derniers vestiges législatifs de la ségrégation raciale sont ainsi balayés. À la fin de l'année, un accord général est adopté sur la création d'une zone démilitarisée de part et d'autre de la frontière du nord, mais sans succès.

En avril 1980, le nouvel administrateur sud-africain, Gerrit Viljoen, promulgue la nouvelle constitution. La police et l'armée locale sont désormais placées sous le contrôle de l'a…

source : wikipedia

☐